

# Éducateur

SER



## Neurosciences Entre enthousiasmes et réticences

9/2011

9 septembre

[www.le-ser.ch](http://www.le-ser.ch)

[www.revue-educateur.ch](http://www.revue-educateur.ch)

## C'était quoi déjà la question?

Le site internet de notre quotidien favori<sup>1</sup> propose régulièrement «la question du jour», au sujet de laquelle il est précisé qu'elle «n'a pas la prétention d'être un sondage scientifique [et que] ses résultats [dépendent] de la mobilisation de l'un ou l'autre «camp» concerné, la rédaction ne soutient en aucun cas l'utilisation politique ou commerciale de [ses] résultats<sup>2</sup>.»

Judicieux avertissement au vu de l'aventure que nous allons vous conter de ce pas. Parmi le foisonnement de questions intéressantes posées au lecteur (comme par exemple: «L'énergie photovoltaïque remplacera-t-elle le nucléaire?

Faut-il surveiller les plages très fréquentées en été?» ou encore «La vignette autoroutière à 100 francs est-elle trop chère?», l'une d'elles n'a pas manqué d'attirer notre attention.

En effet, suite à la parution d'un article évoquant la volonté du Département de l'éducation, de la culture et des sports (DECS) de supprimer les filières à l'Ecole secondaire, la question du samedi 11 juin dernier était «Faut-il supprimer les sections à l'école secondaire?»



Intéressés par le sujet du sondage du jour et l'évolution des résultats, nous avons affiché la page présentant la situation du vote dans un onglet de notre navigateur. Or, à certains moments, nous avons pu assister à des «avalanches» de vote plutôt surprenantes. Ainsi, le samedi, peu avant 23 h, nous avons vu passer le compteur des «non» de 180 à plus de 250 en moins de cinq minutes...

Si nous voulons bien croire que *L'Express-Impartial* est populaire, nous doutons qu'à cette heure-là le site ait pu être à ce point assailli de visiteurs. D'autres envois du même type ont été constatés à d'autres moments. Ce qui nous a incités à suivre les résultats du sondage d'encre plus près et à rechercher des explications.

Le module de sondage de Typo3 qu'utilise Arcinfo doit permettre d'observer l'ajout de paquets de votes en provenance d'une même adresse IP et les personnes en charge

de la modération du sujet doivent être logiquement en mesure de les éliminer du sondage<sup>3</sup>.

Ces informations furent transmises à Arcinfo accompagnées de la demande que les résultats soient présentés après filtrage des «paquets» de votes subis par leur serveur ou, à défaut, que le sondage (manifestement bidouillé) ne soit simplement pas pris en compte, mais qu'il soit mentionné qu'il n'a pas de valeur en raison d'un bourrage d'urne d'une grande ampleur (environ 80% des «non» sont le fait d'une manipulation...).

Résultats des courses: le mardi 14 juin, aucun résultat n'est publié dans la version papier *L'Express-Impartial* (ni aucune explication d'ailleurs...) et la page correspondante n'existe plus sur le web...

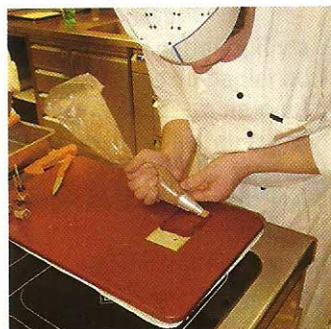
Une question reste en suspens. Mais qui donc s'est trouvé suffisamment gêné par ce sondage pour s'activer pareillement sur le site? Ah! Encore une dernière: la rédaction d'Arcinfo va-t-elle finalement sécuriser son module de sondage «non-scientifique»? (pg/sl)

<sup>1</sup> Nom connu de la rédaction.

<sup>2</sup> www.arcinfo.ch

<sup>3</sup> On ne parle pas de cas où un couple, voire ses enfants, vote à partir de la même connexion internet (le réseau Wi-Fi n'étant connecté vers l'extérieur que par une seule adresse).

## Etudes (Bourses d')



Le Conseil d'Etat a décidé d'améliorer les aides financières apportées par le canton aux étudiants et apprentis. Dès le mois de juillet, chaque bourse est majorée de 5%, indépendamment du type de formation entreprise. Une seconde mesure offrira une meilleure prise en compte des frais de logement pour les étudiants contraints de loger hors du domicile familial. (comm./réd.)

## Félicitations



A notre collègue Brigitte Tisserand, qui a accepté de reprendre la présidence de la section du SAEN du **Val-de-Travers**. Remerciements appuyés à Philippe pour le travail effectué pour le syndicat et l'école du Vallon durant toutes ces années! (cc)



John Vuillaume, président du comité cantonal du SAEN

► Les deux principales demandes qui ont émergé de l'Assemblée des délégué-e-s 2010 portaient sur l'école primaire et l'exposition médiatique: il fallait que le syndicat fasse plus pour l'école primaire et soit plus présent dans les médias. L'arrivée au comité central de Catherine Jurt et Stephan Roulin qui, avec Monique Allemann, y représentent l'école primaire a donné un nouveau souffle à notre syndicat.

## Priorités 2010: bilan positif

La priorité donnée par Philippe Gnaegi aux premiers degrés de l'enseignement, même si par ailleurs il continue d'économiser dans l'école et la formation neuchâteloises (surtout dans le secondaire II), et les relations sereines retissées avec le chef par notre syndicat, avec des efforts fournis de part et d'autre pour le bien de notre école neuchâteloise et de son corps enseignant, ont permis de réelles avancées: ouverture ou maintien de plusieurs classes, modification projetée de l'arrêt sur l'organisation des classes avec la suppression de la distinction ville-campagne, dialogue constructif avec le département, coopération accrue avec des retours du terrain que nous pouvons directement exposer au chef plusieurs fois par année.

Nous avons donc également sensiblement augmenté nos contacts avec le Service de l'enseignement obligatoire (SEO) de Jean-Claude Marguet, haut fonctionnaire sérieux, compétent, droit et ouvert, avec qui nous pouvons travailler en confiance.

Evidemment, tout ne va pas toujours pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais la crise avec les autorités scolaires cantonales du début de la dernière législature est derrière nous et nous ne pouvons que nous montrer satisfaits de cette évolution tout en restant vigilants, critiques, combatifs et revendicateurs dans nos relations avec le département, notamment quand on a à l'esprit deux des gros dossiers de cette rentrée, l'intégration et la régionalisation des structures de l'école obligatoire.

Quant à la présence médiatique du SAEN, elle s'est trouvée renforcée grâce à notre appartenance au SER, qui connaît une période extrêmement faste, dynamisé par le duo Georges Pasquier – Jean-Marc Haller, respectivement président et secrétaire général, qui fonctionne à merveille (pétition contre le programme de l'UDC sur l'école) et à la collaboration avec le SSP et la fédération des parents d'élèves (pétition dénonçant les effets négatifs des coupes budgétaires dans la formation post-obligatoire).

La couverture médiatique de l'affaire des Tereaux ne relève pas, quant à elle, d'une stratégie: le syndicat a informé les médias pour éviter qu'un collègue s'expose et soit broyé, seul contre tous. Notre démarche a également permis de faire baisser la pression sur les collègues harcelés et de les remettre en confiance, mais elle n'avait pas pour but de faire parler du syndicat.

Notre syndicat est en train d'acquiescer une image et une réputation qui dépassent les milieux scolaires, ce qui indéniablement constitue un plus d'un point de vue politique, les syndicats étant des acteurs incontournables de toute vie démocratique.

## Né quelque part

► Une initiative estivale (en fait un projet de résolution) du PLR de la Ville de Neuchâtel a eu les honneurs de la page 3 (habituellement une très bonne page, soit dit en passant) d'une édition de notre quotidien local<sup>1</sup>.

Voici: Alexandre Brodard souhaite que les écoliers de la Ville apprennent les hymnes national et neuchâtelois. Il estime que ces chants ont un «côté rassembleur et identitaire» qu'il vaut la peine de mettre en avant. Voilà.

«Enseignant en droit» et «juriste en entreprise», cet élu au Conseil général se déclare par ailleurs pour «une ville agréable (*sic!*) à vivre, pour tous! Pour la justice sociale, la famille, la jeunesse, le sport et l'environnement<sup>2</sup>» et œuvre

donc présentement pour aménager le plan d'études communal des écoliers. Ah... On me dit que le Plan d'études ne serait pas communal, mais romand... Qu'à cela ne tienne, nous ferons entrer dans le pensum de nos têtes blondes les quelques bricoles supplémentaires que nous jugerons bon d'y faire entrer. Après tout, nous agissons auréolés de la légitimité que nous confère le vote du peuple (qui chante les hymnes, lui, bien entendu!).

Le grand Georges se désespérait déjà de ces «imbéciles qui sont nés quelque part». Manifestement, Neuchâtel en accueille également quelques exemplaires... «Maudits soient ces enfants de leur mère patrie/Empalés une fois

pour toutes sur leur clocher/Qui vous montrent leurs tours leurs musées leur mairie / Vous font voir du pays natal jusqu'à loucher.»

Et si nos élus vérifiaient plutôt que les élèves de la Ville bénéficient de bonnes conditions d'apprentissage et suivraient de plus près les réfections prévues mais encore non entamées de certains collèges qui en ont pourtant bien besoin... Le travail de représentants du peuple, quoi! Et puis après, on leur chanterait un hymne pour les remercier!

<sup>1</sup> L'Express-impartial du 20 juillet 2011.

<sup>2</sup> [www.plr.ch/nos-elus/conseil-general.html](http://www.plr.ch/nos-elus/conseil-general.html)

Stefan Lauper

## Avenir Suisse a-t-il encore un avenir?

► Avenir Suisse est un *think tank*<sup>1</sup> suisse, créé en 1999 par quatorze des plus grandes multinationales helvétiques<sup>2</sup> pour qui «les forces du marché doivent en règle générale bénéficier de la plus grande marge de manœuvre possible. Dans cette optique, l'Etat n'intervient pas en première instance dans la résolution des problèmes existants<sup>3</sup>.[.]»

Avenir Suisse bidouille également les chiffres et publie des résultats effarants.

S'intéressant à la question du logement, l'officine néolibérale trouve que les locataires suisses sont «privilegiés»... Ainsi, entre 1970 et 2010, «les ménages suisses [auraient augmenté] leur pouvoir d'achat d'un quart par rapport à l'évolution du marché du logement.» Un quart... Tout de même, ça fait réfléchir! Cependant, les indices construits sur mesure pour son étude par Avenir Suisse sont inconnus à l'Office fédéral de la statistique (OFS)... Et

quelques autres bricolages méthodologiques obligent le journaliste honnête à qualifier les résultats de «sujets à caution<sup>4</sup>», ce qui est un euphémisme pour dire orientées idéologiquement...

«Le néolibéralisme [étant] une doctrine complètement folle, [...] une religion, ou plutôt une secte<sup>5</sup>», il n'est donc pas si étonnant que les auteurs de cette étude truquée concluent à la nécessité de proposer «davantage de marché».

Qui conservera son estime à ce lobby, sachant qu'il prétend également parler d'éducation et de formation? Les publications intitulées *L'avenir de l'apprentissage*, *L'école à journée continue ou Hautes écoles suisses* ont-elles été rédigées avec le même sérieux que l'opuscule dépeignant les locataires en «privilegiés»?

On ne peut s'empêcher d'évoquer ce brave homme de Xavier Comtesse<sup>6</sup>, devisant pompeusement à son pupitre devant des enseignants – convoqués

pour l'entendre, il faut bien l'avouer – et leur faisant la leçon sur la vraie vie et ses aléas sous l'étiquette trompeuse d'une journée prétendument consacrée à des «visites d'entreprise». Quel bien mauvais service le DECS ne rendait-il pas alors aux entreprises de notre canton en organisant cette journée mémorable<sup>7</sup>...

<sup>1</sup> Surtout *tank* et assez peu *think* en fait...

<sup>2</sup> Par ordre alphabétique: ABB, Credit Suisse Group, Groupement des Banquiers Privés Genevois, Jacobs Holding, Kuoni Holding, McKinsey Switzerland, Nestlé, Novartis, Roche, Sulzer, Swiss Re, UBS, Zurich Financial Services.

<sup>3</sup> Wikipédia.

<sup>4</sup> *Le Courrier* du 20 juillet 2011.

<sup>5</sup> Susan Gorge in *Rue89*, février 2011.

<sup>6</sup> «Directeur romand [d'«Avenir Suisse»], Xavier Comtesse se définit comme quelqu'un qui pense hors du cadre, qui amène dans le débat public la découverte, la créativité et la générosité, comme un agitateur d'idées, comme un explorateur des temps modernes dont le terrain d'exploration serait la connaissance.» Source: [www.nicefuture.com](http://www.nicefuture.com)

<sup>7</sup> C'était en 2007 et le Département tentait de rapprocher le monde de l'école et celui de l'entreprise. Ceux qui y étaient ne peuvent pas avoir oublié...